

LE LIVRE NOIR DU COLONIALISME - publié par Marc Ferro

Marc Ferro fut un spécialiste protéiforme de l'enseignement, de l'histoire du cinéma, des guerres et de l'URSS avant de se reconvertir dans l'histoire des colonisations. Le contenu du livre qu'il a publié à ce sujet en 1994 sous le titre "Histoire des colonisations" décevait par rapport à ce qu'annonçait son titre. Seule, en fait, pour l'essentiel, était évoquée l'expansion coloniale de l'Europe durant les temps modernes, sous la forme de chapitres portant sur différents aspects sans réelle continuité chronologique exhaustive.

Robert Laffont a édité un "Livre Noir du Communisme" qui sonna comme un coup de tonnerre dans le ciel de l'extrême gauche française, déjà obscurci par l'effondrement du stalinisme. Il tente maintenant de récupérer le succès que connut ce titre au profit d'un amalgame avec un sujet fort différent.

Lacunaire, tel est le mot qui m'est venu le premier à l'esprit devant cet assemblage hétéroclite d'une trentaine de textes émanant d'une vingtaine d'auteurs différents, et extraits, semble-t-il, au moins pour la plupart, de périodiques et de livres déjà édités précédemment.

Passons sur les colonisations antique et médiévale, puisque Mr Marc Ferro les a exclues du champ couvert par l'ouvrage. Le lecteur se trouve ainsi privé d'une mise en perspective qui lui aurait montré qu'au delà d'incalculables crimes et malheurs, la colonisation a été de tous temps le véhicule des civilisations et le catalyseur de leurs fertiles imbrications: les sociétés fermées n'ont généré que l'immobilisme et de pesants et obscurs despotismes.

En se limitant donc aux temps modernes, il est étonnant de constater que n'ont pas trouvé place, dans un millier de pages à la typographie pourtant serrée, les colonisations allemande, italienne, états-unienne, danoise, belge post-léopoldienne, ottomane chinoise et israélienne. Rien non plus à propos du Moyen-Orient, des concessions en Chine, de vastes espaces comme l'Océanie, la Sibérie, les républiques centrasiatiques vassales, maintenant ou jadis, des empires russe, chinois et japonais. Très peu sur l'émergence de l'Afrique du Sud, la première "puissance" noire cependant, réduite à l'évocation des Boers et de leur apartheid. Rien, aussi, sur des distinctions aussi essentielles à établir que celles qui s'imposent entre colonies de peuplement et d'exploitation, (ou de développement), systèmes d'administration directe et indirecte, qui auraient dû se traduire par des traitements différenciés. Rien, surtout, sur des sujets d'importance universelle, comme la délimitation d'Etats presque partout artificiels et donc sans histoire ancienne conflictuelle, la création d'un ordre ou d'un désordre international, l'acceptation ou le refus de valeurs communes à toute l'humanité, l'émergence de "droits de l'homme" calqués sur un modèle occidental contesté par beaucoup, la christianisation, l'islamisation, le conflit des civilisations émergeant de ces trois ou quatre derniers facteurs etc.

D'intéressantes discussions ont aussi été éludées par le parti-pris affiché dans le titre même de l'ouvrage. Citons celle, pourtant évoquée brièvement dans son introduction, du "colonisme rose" versus le "colonialisme noir", celle, surtout, qui aurait dû se dégager de ce qui précède: le bilan en forme comptable des colonisations modernes, arrêté en fin d'exercice. Faut-il les créditer du sextuplement démographique, du doublement des espérances de vie, de l'incalculable multiplication des richesses; que pèsent en regard, au débit de la colonisation ou plutôt d'une décolonisation précipitée, l'inégale répartition des ressources entre le Nord et le Sud, la faim subséquente dans le monde, la création de superpuissances (ou d'une hyperpuissance), la mondialisation, l'appauvrissement de la diversité culturelle etc...

Quant à la "décolonisation, une exigence de dignité", évoquée par Marc Ferro dans un quotidien belge, ce thème est évidemment de nature à recueillir la sympathie d'un vaste lectorat peu informé sur le fait qu'avant et après la période coloniale les peuples du tiers monde subirent, sans manifester cette exigence, les plus cruels et les plus indignes despotismes infligés par des potentats souvent étrangers. Il n'est guère question de cette "exigence de dignité" dans l'ouvrage. On n'y lit, par exemple, à propos de "La décolonisation de l'Afrique française (1943-1952)", qu'un exposé à peu près exclusivement événementiel axé surtout sur l'Afrique du Nord et Madagascar, et dont ressort plutôt l'impression que les idées d'égalité et de liberté importées par les colonisateurs eux-mêmes, renforcées par un contexte international favorable, inspirèrent les mouvements d'indépendance. Fâcheuse coïncidence pour le "livre noir": il est apparu sur les rayons de nos librairies au moment même où le Président de la République Française était accueilli en Algérie par une enthousiaste ferveur populaire, une francophilie exacerbée par des décennies d'oppression et de misère - plus d'un million de manifestants, au total, dans les rues d'Alger et d'Oran - telle qu'aucun des Présidents de la République algérienne n'est jamais parvenu à la recueillir. Il n'est donc pas indigne d'honorer l'ex-colonisateur plus que le libérateur.

Les autres thèmes abordés dans les interviews, sont également absents – ou ne sont qu'effleurés – dans l'ouvrage, qui ne présente le colonialisme que sous des aspects péjoratifs. Le titre l'annonçait, c'est vrai. Mais il est vraiment outrancier de présenter comme mensongère la libération de la femme, dont nous persistons à croire qu'elle fut une des grandes réalisations de l'Occident, diffusée partout dans le Monde par la colonisation européenne. Les droits coutumiers, en Inde, en Amérique, en Afrique la polygamie, les harems, sont présentés comme des créations de notre volonté d'asservissement des peuples – et donc des femmes - et de nos fantasmes érotiques de bourgeois européens coincés dans une sexualité insatisfaite! La femme, partout, était libre, et même supérieure à l'homme, avant que nous ne bouleversions ces Edens féministes dans lesquels les "bons sauvages" coulaient des jours heureux. Invraisemblances déjà démenties d'avance dans un chapitre de "l'Histoire des Colonisations " de Marc Ferro lui-même.

De l'Afrique Centrale, l'ouvrage ne rapporte, que les horreurs décrites par les accusateurs anglo-saxons de Léopold II, en signalant simplement qu'on en retrouvait de pareilles ou de semblables en Afrique Equatoriale Française et en Angola. Rien sur les réalisations post-léopoldiennes, qui firent du Congo Belge une colonie modèle.

On remarquera cependant, perles égarées, quelques chapitres, les uns sur l' "Amérique espagnole: une colonisation d'Ancien Régime", et l' "Impérialisme ibérique", d'autres sur les Indes britanniques, les Indes néerlandaises et le colonialisme japonais, non point parce qu'ils seraient favorables au "colonisme", mais parce que les premiers jettent des éclairages neufs sur les sujets dont ils traitent, les autres parce qu'ils évoquent des thèmes peu accessibles dans la littérature coloniale de langue française. Marquons donc notre vif intérêt et notre curiosité, sans formuler, ici, de jugement. Remarquons cependant que les Britanniques, les Néerlandais et les Japonais ne jettent pas l'opprobre sur leur passé colonial, comme les Français ont coutume de le faire, accablés qu'ils sont par le souvenir des deux interminables guerres du Vietnam et d'Algérie qui ont marqué la décolonisation de leur empire. Pour l'Angleterre, surtout, le "British Empire" fut une période glorieuse qui connut son apogée sous une Reine Victoria, toujours commémorée avec une fierté que nous manquons, nous, en Belgique, de dédier à Léopold II. Quant à nos voisins bataves, ils ont carrément tourné la page. Ne disons rien des Japonais: ils conservent à cet égard leur habituel visage poliment impassible.

Egrenons maintenant le chapelet des autres chapitres, en limitant cependant nos critiques aux principaux.

La "destruction des Indiens de l'aire caraïbe" serait due, suivant l'auteur, surtout à la furieuse cupidité des Espagnols, point ou guère aux épidémies importées par les Découvreurs, considérées cependant par la plupart des historiens comme la cause principale de leur disparition. Même aveuglement à propos de l' "extermination des Indiens de l'Amérique du Nord", qui auraient été neuf à dix huit millions à se laisser plus ou moins glorieusement massacrer par quelques milliers de carabines yankees lancées à la Conquête de l'Ouest, renforcées par l'ivrognerie importée, la destruction du milieu naturel et le refoulement dans des réserves de plus en plus exiguës. On savait déjà tout cela. Il aurait été plus instructif de nous documenter davantage à propos de la période qui a précédé l'arrivée des Pères Pèlerins à bord du Mayflower, lesquels, s'il faut les croire, trouvèrent, déjà, en 1620, un territoire presque vidé de ses habitants.

Plus judicieux sont les regards portés, sans jugement préconçu, et d'autant plus accablants, sur la "Race condamnée des Aborigènes d'Australie". On n'en dira pas autant sur la "Traite et l'esclavage" et les "Esclaves du Sud des Etats-Unis", les auteurs ayant omis le principal: l'affreuse, mais relativement courte traite atlantique a donné naissance à une population noire afro-américaine nombreuse, vivace et même exubérante ainsi qu'à une nouvelle culture qui continue à enrichir l'humanité. La traite arabe, elle, bien plus longue et encore plus cruelle, a fait disparaître toutes ses victimes. Oubli, aussi, du fait que l'élimination de l'esclavage dans le Monde fut, comme la libération de la femme, un des principaux acquis du "colonisme".

Le chapitre consacré à la "Guyane française" ne traite que d'aspects particuliers: un "paradis" illusoire créé par une vertueuse religieuse et une société abolitionniste à l'usage d'esclaves noirs libérés, et le sinistrement célèbre bagne de Cayenne. Ce qu'on nous dit de "Haïti", de l'hégémonie française jusqu'à l'impérialisme américain n'est qu'événementiel, sans véritable ouverture vers une culture profondément originale dans sa latinité combinée à une négritude fièrement revendiquée.

"Le colonialisme français en Indochine" fut l'expression, probablement la plus élaborée, d'un devoir d'ingérence au nom du libéralisme économique et de la liberté religieuse, à l'égard des Etats asiatiques qui les refusaient, tout en n'étant pas assez puissants pour s'y opposer. Tel est le thème, que l'on peut accepter, du premier des deux chapitres consacrés à ce sujet. Le second laisse entrevoir qu'un prudent réformisme, amendant la "rigidité coloniale", aurait peut-être permis d'éviter l'humiliante défaite de Dien Bien Phu. Quelle belle illusion, que celle-là ! Le mélange mortel de deux poisons – le nationalisme et le marxisme – était à l'œuvre.

Voyons maintenant "Les Russes au Caucase". Il est regrettable que l'impérialisme tsariste, puis soviétique, ne soit évoqué que par cet aspect très fragmentaire. Il met cependant en relief une vérité de portée générale: à la différence de l'Europe occidentale, la formation de l'empire russe ne succède pas, mais accompagne la construction de l'Etat. Voilà qui explique peut-être sa durée et sa résistance aux changements, dont témoigne l'interminable guerre avec les Tchétchènes: dans l'esprit de ses dirigeants, la solidité de l'Etat russe va de pair avec celle de l'Empire, idée complètement étrangère aux conceptions politiques occidentales.

"La colonisation arabe à Zanzibar" nous rappelle que l'impérialisme arabe en Afrique Orientale et Centrale fut contemporain de l'europpéen, ce qui fut oublié en l'an 2001, lors de la Conférence de Durban, qui vit les pays arabes s'associer aux Africains dans la condamnation du colonialisme. Tracer un signe d'égalité entre les deux impérialismes est outrancier: on rechercherait en vain des traces profondes d'une action civilisatrice des Arabes dans l'espace oriental africain.

Les chapitres consacrés à l'Afrique du Sud ne traitent que d'aspects fragmentaires reliés à l'apartheid et aux comportements des Boers. Le formidable développement impulsé par les Blancs, et qui a fait de l'Afrique du Sud le pays le plus riche et le plus culturellement développé du continent noir, est ainsi occulté.

L' "évolution démographique de l'Afrique coloniale" aurait été marquée par un recul de 150 millions à 95 millions entre 1860 et la fin du XIXe siècle, résultat de l' "impérialisme colonial". En l'absence, dans la plus grande partie du continent noir, de tout recensement avant le début du XXe siècle, on peut s'interroger sur la validité d'une telle affirmation. Nous serons plus modestes et n'avancerons que des probabilités. L'importation sur les côtes d'Afrique par les Européens à partir du XVIe siècle du maïs et du manioc en provenance des Amériques mit vraisemblablement fin aux famines et disettes qui décimaient auparavant les populations noires, compensant ainsi, au moins en partie les saignées opérées par les traites atlantique et arabe. Il s'ensuivit donc une stagnation de la démographie, suivie malheureusement, lors de l'ouverture au monde extérieur de la Terra Incognita centrale, d'une décroissance provoquée par les épidémies importées et la diffusion d'endémies auparavant cloisonnées, telles que la maladie du sommeil. A partir du début du XXe siècle, la croissance prit le dessus, suite aux vaccinations de masse et l'application des techniques médicales et sanitaires, puis s'accéléra après la guerre 40-45 pour atteindre les taux qui, par exemple, quadruplèrent la population congolaise entre 1950 et le commencement des actuelles guerres civiles et tribales. S'il faut donc porter au débit de la colonisation le dépeuplement de la fin du XIXe siècle il faut la créditer de l'accroissement des ressources alimentaires et médicales aux effets beaucoup plus considérables.

L' "anticolonialisme", très minoritaire et même presque absent des mentalités jusqu'au début du XXe siècle (le vocable "colonialisme" n'apparut qu'en 1910), eut quelques précurseurs dès le XVIe siècle, parmi lesquels on range souvent l'évêque des Indiens Las Casas, le théologien Vittoria, et même la papauté. Erronément, à notre avis, car s'ils s'indignent des cruautés et des abus des conquistadores, ils ne contestèrent à aucun moment la souveraineté de l'empereur espagnol sur les Amériques. Au contraire, ils inspirèrent les "lois nouvelles" que Charles Quint promulgua à l'usage de ses territoires américains et qui y confortèrent son pouvoir. L'ambiguïté du discours religieux, à la fois protecteur des indigènes et respectueux du pouvoir colonial, a beaucoup contribué, par la suite, à l'heureuse diffusion mondiale du christianisme: chacun, de l'un ou l'autre bord, pouvait s'y reconnaître. On ne peut en dire autant de l'anticolonialisme profane, qui demeurera, en définitive, inefficace. Il eut son précurseur en la personne de Montaigne, lequel ne consacra cependant qu'une ou deux pages à ce sujet. Il fallut attendre le Siècle des Lumières pour voir Voltaire, Bernardin de Saint Pierre, Necker, l'abbé Raynal (pseudonyme de Diderot) critiquer plus explicitement le système colonial, sans cependant aller jusqu'à en réclamer l'abolition. Une condamnation formelle ne sera prononcée que par le seul Jean Jacques Rousseau, mais il n'en sortira pas non plus de conclusion politique. Les "utilitaristes", par contre, tels que Montesquieu, et Mirabeau contestent l'intérêt économique et politique des colonies, sous différents aspects, partiels, et il faudra donc attendre 1776 et Adam Smith pour voir opposer au colonialisme une théorie cohérente qui sera, elle, pour la première fois, mise en pratique par de nombreux disciples, mais seulement une cinquantaine d'années plus tard. En effet, en France, la Révolution, l'Empire et la Restauration ne manifesteront que peu d'intérêt pour la question, jusqu'à ce que J.B. Saey prenne le relais d'Adam Smith, vers 1830. En Angleterre, les libéraux, pourtant héritiers directs d'Adam Smith, ne se manifesteront vraiment qu'à la même époque: ils réclameront la liberté du commerce des grains, des tissus et de l'opium, au rebours des intérêts des colonies et des pays d'outre-mer. L'anticolonialisme se retourne ainsi contre ceux qu'il prétendait libérer. Dans une semblable contradiction, le communisme de Karl Marx et de Lénine s'opposera au libéralisme, ménageant cependant le vaste empire colonial russe pour ne s'attaquer qu'à la colonisation d'outre-mer. Entre les deux, les socialistes se partageront entre fervents adeptes de la colonisation et farouches opposants. Victime de ses propres contradictions, l'anti-colonialisme profane aboutit ainsi à l'inefficacité: les colonies se libèrent, oui, mais d'elles-mêmes, en invoquant les principes inculqués par leurs colonisateurs, et avec l'appui des pays du tiers-monde "non alignés" sur l'une ou l'autre des doctrine libérale ou communiste qui tentaient de les séduire.

Le "postulat de la supériorité blanche et de l'infériorité noire" nous rassure: il ne peut être imputé aux coloniaux. Il remonte à l'Antiquité, sera partagé par les Arabes et connaîtra son paroxysme au Siècle des Lumières, lequel, avec Buffon, Cuvier, Darwin et les naturalistes, en affirmera le caractère scientifique. La théorie de la hiérarchie des races, avec les Blancs en haut et les Noirs en bas, sera enseignée dans les écoles, et même dans les universités, d'Europe et d'Amérique jusqu'au cœur du XXe siècle. Elle demeure encore actuellement enracinée dans les croyances populaires.

"Qui demande des réparations et pour quels crimes?" pose le problème des indemnités réclamées, au delà des excuses formulées par l'Europe à la Conférence de Durban, pour les "crimes" de la période coloniale. Il s'agit surtout de l'esclavage. Mais qui devrait payer? Les Arabes furent autant, et même plus, esclavagistes que les Européens, et si les premiers comme les seconds vinrent acheter des esclaves en Afrique, n'était-ce pas parce qu'ils y étaient à vendre, notamment dans les royaumes et empires ouest-africains qui en tiraient l'essentiel de leurs ressources? Il y eut aussi une vaste traite interne au Continent Noir. Qui devrait donc payer et à qui? Pour les Européens, le problème serait plus facile à résoudre que par les autres acteurs de ce drame humain: ils peuvent jeter dans la balance les réalisations matérielles et humaines de la colonisation, l'actuelle coopération au développement, l'annulation de la dette, le ré-équilibrage des termes des échanges Nord-Sud au sein des A.C.P etc... La judiciarisation de ces revendications poserait, d'autre part, le problème de la preuve du préjudice actuel: dans quelle mesure les plaignants sont-ils encore aujourd'hui préjudiciés par le passé? Ne le sont-ils pas bien davantage par les guerres civiles, les famines, les épidémies provoquées par les comportements de leurs dirigeants? Devenus prudents, ceux-ci refusent maintenant de continuer à se présenter comme d'éternelles victimes, et réclament des droits plutôt que des indemnités, craignant en réalité de susciter entre eux d'innombrables conflits et la mise en cause de leurs propres agissements. Le problème s'est ainsi déplacé en Amérique, où les descendants d'esclaves réclament réparation aux héritiers de leurs anciens maîtres, et sur des revendications ponctuelles: celles des Herero de Namibie dont les ascendants furent massacrés par les Allemands, des métis noirs allemands et des Tziganes qui demandent à être indemnisés comme les Juifs, des Aborigènes australiens, des victimes des bombardements américains au Vietnam et ailleurs. etc.

La noirceur du livre à l'égard du passé colonial l'entraîne donc à soulever de redoutables problèmes actuels, sans en présenter toutes les données. C'est le moindre des reproches qu'on puisse lui adresser.

Enfin, manque l'essentiel: en termes comptables, le bilan et le résultat de fin d'exercice.

Vers 1450, au début de l'expansion européenne, les hommes se comptaient au nombre d'un milliard environ, leur espérance de vie moyenne se situait entre la trentaine et la quarantaine d'années, les richesses et les connaissances s'acquéraient dans des espaces cloisonnés. A la fin de la période coloniale, cinq siècles plus tard, en moins d'un dixième seulement des temps historiques, la population mondiale a sextuplé, les espérances de vie ont doublé et l'acquisition des richesses et des connaissances, universalisées, les a multipliées de façon incalculable. Tel est le résultat, issu, certes, d'un passif douloureux, mais aussi et surtout d'un actif beaucoup plus important apporté par l'Europe à toute l'humanité.